



CCPA

CANADIAN CENTRE  
for POLICY ALTERNATIVES  
ONTARIO OFFICE

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

23 juin 2020

**Des soins qui comptent, combien ça coûte? Le système de soins de longue durée nécessite 1,8 milliard de dollars pour atteindre des niveaux d'effectifs sécuritaires en personnel : rapport**

TORONTO— Dans la tourmente, le système de soins de longue durée de l'Ontario nécessite un investissement supplémentaire de 1,8 milliard de dollars par an pour atteindre les niveaux de qualité des soins et de sécurité recommandés, selon une nouvelle étude du Centre canadien de politiques alternatives (CCPA).

« Les niveaux d'effectifs constituent le plus puissant facteur déterminant la qualité des soins et la sécurité des résidents et des travailleurs dans les centres de soins de longue durée », affirme Sheila Block, économiste principale au bureau du CCPA en Ontario et co-auteurice de *What Does it Cost to Care?*. La tragédie qui se déroule dans les centres de soins de longue durée pendant la COVID-19 est le triste résultat d'un sous-financement chronique du secteur par les gouvernements successifs.

Porter les niveaux quotidiens de soins directs à 4,1 heures par résident – une norme largement reconnue pour des soins de qualité – nécessiterait une augmentation de 51 pour cent du nombre d'heures consacrées à la prestation de soins et un coût additionnel de 1,6 milliard de dollars en 2020-2021, selon l'étude du CCPA. Block et Simran Dhunna, co-auteurice du rapport, estiment qu'à ce coût, il faudrait ajouter 285 millions de dollars par an pour amener les salaires des infirmiers et infirmières autorisés (IA), des infirmiers et infirmières auxiliaires autorisés (IAA) et des préposés aux services de soutien à la personne non syndiqués au niveau des taux syndicaux moyens.

« Le taux de syndicalisation dans le secteur des soins de longue durée est déjà très élevé, mais les salaires des travailleurs non syndiqués sont néanmoins clairement trop bas », affirme Block. En 2019, le salaire horaire moyen était de 29,46 \$ pour les IA non syndiqués, de 23,72 \$ pour les IAA non syndiqués et de 20,39 \$ pour les préposés aux services de soutien à la personne non syndiqués.

La main-d'œuvre dans le secteur des soins de longue durée est majoritairement féminine et racialisée de façon disproportionnée et de nombreux employés sont des immigrants, note le rapport du CCPA.

« 1,8 milliard, cela peut sembler beaucoup, mais cela ne représente qu'une augmentation de 1,2 pour cent des dépenses totales de la province pour le programme », ajoute Block. « Par ailleurs, c'est moins que la moitié des 4 milliards de dollars annuels manquant dans les coffres de la province suite aux réductions d'impôts mises en place par le gouvernement Ford. »

« Le premier ministre n'a pas tari d'éloges à propos des travailleurs de la santé de première ligne durant la pandémie, et à bon droit », dit-elle. « Maintenant, il est temps d'aller au-delà des déclarations et de les soutenir d'une manière tout à fait concrète, et cela veut dire de meilleurs emplois et plus de collègues. »



**CCPA**

CANADIAN CENTRE  
for POLICY ALTERNATIVES  
ONTARIO OFFICE

---

« Une main-d'œuvre justement rémunérée et des effectifs adéquats sont un premier pas crucial vers un système de soins de longue durée de qualité en Ontario. »

[\*What Does it Cost to Care? Improving Wages and Staffing Levels in Ontario's Long-Term Care Facilities\*](#) est disponible sur le site Web du CCPA.

- 30 -

**Pour plus d'information, veuillez contacter Randy Robinson au 416-788-7003 ou à [rrobinson@policyalternatives.ca](mailto:rrobinson@policyalternatives.ca).**